****

**ENLÈVEMENT DES VÉHICULES STATIONNÉS SANS DROIT**

**DANS DES LIEUX OÙ NE S’APPLIQUE PAS LE CODE DE LA ROUTE**

**REFERENCES : Articles L.325-12 et R.325-47 à R.325-52 du Code de la Route**

Les véhicules laissés sans droit ni titre dans les lieux où ne s'applique pas le Code de la Route peuvent, à la demande du maître des lieux et sous sa responsabilité, être mis en fourrière, vendus et éventuellement détruits.

Par lieux où ne s’applique pas le Code de la Route, il faut entendre :

Les lieux privés ou publics non ouverts à la circulation publique, c’est à dire qui ont un accès non libre, limité ou contrôlé (réservé résidents, réservé employés, espaces verts, présence d’un gardien, etc.) et généralement fermés à la circulation par un obstacle (portail, barrière, plot, chaîne, etc.) ou mentionnés comme tel par un affichage spécifique (voie privée, propriété privée, accès interdit, places réservées, parking privé, etc). C'est le cas, par exemple, d'un chemin dans un domaine forestier privé, d'un sentier d'exploitation, d'une voie de desserte (souvent une servitude), d'une sortie d'immeuble ou d’un parking d’entreprise.

Dans tous les cas, en cas de litige, le caractère d'ouverture ou non à la circulation publique d’une voie privée relève uniquement de l'appréciation souveraine du juge de fond près le tribunal qui se prononcera en fonction de différents critères tels que, par exemple, le cadre d’utilisation de la voie, sa destination, sa fréquentation, la nature de son revêtement, sa signalisation, son état, son entretien et la fréquence de ce dernier ou encore son classement administratif.

Ne sont pas concernés : les cours de gares ferroviaires ou routières et les terminus de tramway pour lesquelles des textes spécifiques permettent une répression et une procédure d'enlèvement identiques à celles concernant le stationnement gênant sur la voie publique.

Par maître des lieux, il faut entendre le propriétaire, le syndic, le gérant, le concessionnaire, le régisseur, le locataire, le fermier, etc.

En ce qui concerne les forêts soumises au régime forestier, les ingénieurs et agents assermentés de l'Office National des Forêts peuvent se substituer au maître des lieux ou agir en son nom.

**PROCEDURE FOURRIERE:** Elle est définie par les articles cités en REFERENCES.

* Le maître des lieux qui décide de faire procéder à l'enlèvement d'un véhicule laissé sans droit ni titre doit en adresser la demande à l'Officier de Police Judiciaire territorialement compétent (OPJ TC), c’est-à-dire à la Brigade de Gendarmerie ou au commissariat de la Police Nationale dont il dépend.
* L'OPJ TC, seul habilité à prescrire la mise en fourrière (la Police Municipale n'a pas compétence pour agir dans les lieux où ne s’applique pas le Code de la Route), n'a cependant pas à rechercher l'absence ou la présence d'un droit. **Il défère à la demande du maître des lieux, qui est responsable en cas de litige.**
* Le titulaire du certificat d'immatriculation doit être mis en demeure, par le maître des lieux ou l’OPJ TC selon le cas rencontré, d'enlever son véhicule dans un délai de huit jours francs à compter de la date de réception de la lettre recommandée avec accusé de réception. Passé ce délai, si le véhicule est toujours présent, l’ordre de mise en fourrière est prescrit par l’OPJ TC.

**Trois cas sont envisageables :**

1. **Le maître des lieux connaît l'identité et l'adresse de l'intéressé propriétaire du véhicule :**

Il effectue directement la mise en demeure. Sans réponse de l’intéressé dans le délai imparti, il saisit l’OPJ TC par courrier auquel il joint la justification de la mise en demeure. L'OPJ TC vérifie auprès du fichier des immatriculations l'exactitude des renseignements avant de prescrire la mise en fourrière.

1. **Le maître des lieux ne connaît pas l'identité du propriétaire du véhicule :**

Il saisit l’OPJ TC par courrier en lui fournissant le numéro d'immatriculation du véhicule. L'OPJ TC procède lui-même à la mise en demeure. Sous peine d'irrecevabilité de la demande, le maître des lieux doit fournir l'enveloppe affranchie au tarif LR-AR en vigueur avec des timbres ou une vignette d'affranchissement ainsi que le formulaire spécifique pour ce type d'expédition. Le maître des lieux n'est pas autorisé à prendre connaissance de l'identité et de l'adresse du titulaire du certificat d'immatriculation. Il ne doit donc pas poster la lettre de mise en demeure établie par l'OPJ TC. La communication indue de tels renseignements est interdite (cf. article L.330-5 du Code de la Route) et passible de sanctions disciplinaires et pénales.

1. **Si le véhicule est une épave :**

Un véhicule est considéré comme épave lorsqu’il est réduit à l'état de carcasse non identifiable, le plus souvent démuni de plaques d'immatriculation, sans roues, sans portières ni moteur, etc… Il ne peut plus alors être utilisé pour sa destination normale (Circulaire du ministère de l’intérieur, n° 74-657, 14 décembre 1974). **Il n'y a pas lieu d'appliquer la procédure de mise en fourrière à des véhicules réduits à l'état d'épaves** **car ce ne sont plus juridiquement des véhicules.** Le ministre de l'intérieur préconise de les traiter comme des déchets à éliminer. Ils seront donc détruits, par application des articles L. 541-1 à L. 541-50 du Code de l'environnement, à l'expresse condition que les autorités judiciaires n'aient pas souhaité auparavant les placer sous scellés, en tant qu'indices ou éléments de preuve nécessaires à la manifestation de la vérité pour les besoins d'une enquête judiciaire.

Si le propriétaire n'a pas pu être identifié (inconnu au fichier ou véhicule immatriculé à l'étranger dans un pays avec lequel les autorités n'ont pas de centre de coopération policière et douanière), la mise en fourrière est néanmoins prescrite.

Dans tous les cas, l'OPJ TC vérifie que le véhicule n'a pas été signalé volé avant la mise en fourrière. Il n'est pas établi de contravention au stationnement.

Lorsque le véhicule est en fourrière, le droit commun s'applique :

Notification de mise en fourrière au titulaire du certificat d’immatriculation, classement du véhicule selon son état par un expert automobile, délai d'aliénation ou de destruction.

Le dossier de mise en fourrière est constitué :

- De l'original de la réquisition du maître des lieux.

- Du double de la lettre de mise en demeure qui a été adressée au titulaire du certificat d’immatriculation.

- Des documents utilisés par les services postaux (preuve de dépôt et accusé de réception) pour la transmission de ce courrier.

- Le cas échéant, de l'original de la lettre et son enveloppe si le courrier est retourné avec la mention "n'habite pas à l'adresse indiquée".

- De l'édition de la consultation du fichier national des immatriculations.

- De la fiche descriptive de l’état du véhicule avant sa mise en fourrière.

- Du rapport d’expertise du véhicule le cas échéant.

- De la restitution, de la vente ou de la destruction du véhicule le cas échéant.

- Du procès-verbal de mise en fourrière.

***Article L330-5 du Code de la Route***

*Sous réserve des dispositions des alinéas suivants, les informations nominatives figurant dans les pièces administratives exigées pour la circulation des véhicules ne peuvent être communiquées qu'aux destinataires mentionnés aux*[*articles L. 330-2 à L. 330-4.*](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006074228&idArticle=LEGIARTI000006841194&dateTexte=&categorieLien=cid) *Ces informations nominatives sont également communicables à des tiers préalablement agréés par l'autorité administrative afin d'être réutilisées dans les conditions prévues aux articles*[*L. 321-1 à L. 327-*](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000031366350&idArticle=LEGIARTI000032255214&dateTexte=&categorieLien=cid)*1 du code des relations entre le public et l'administration :*

*-à des fins statistiques, ou à des fins de recherche scientifique ou historique, sans qu'il soit nécessaire de recueillir l'accord préalable des personnes concernées mais sous réserve que les études réalisées ne fassent apparaître aucune information nominative ;*

*-à des fins d'enquêtes et de prospections commerciales, sauf opposition des personnes concernées selon les modalités prévues au deuxième alinéa de*[*l'article 38 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978*](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000000886460&idArticle=LEGIARTI000006528139&dateTexte=&categorieLien=cid)*relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;*

*-à des fins de sécurisation des activités économiques qui nécessitent une utilisation de caractéristiques techniques des véhicules fiables, sans communication des nom, prénom et adresse des personnes concernées.*

*La décision d'agrément mentionnée au deuxième alinéa peut être précédée d'une enquête administrative, dans les conditions prévues par l'*[*article 17-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995*](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000000369046&idArticle=LEGIARTI000006527968&dateTexte=&categorieLien=cid)*d'orientation et de programmation relative à la sécurité, pour des motifs d'intérêt général liés à la protection des personnes et des biens.*